

M. David Lewis (York-Sud): Monsieur l'Orateur, le gouvernement, encore une fois, a adopté une série de décrets à caractère publicitaire qui jettent de la poudre aux yeux et a présenté un bill qui, à notre avis, n'est qu'une façade dont l'objet est de faire croire aux Canadiens qu'il agit, alors qu'au moyen de ce bill il accomplit très peu de choses, sinon rien du tout. J'estime en outre qu'il cherche ainsi à distraire l'attention des Canadiens de cette réalité très importante du chômage généralisé, délibérément créé par le gouvernement bien avant l'annonce par M. Nixon de l'imposition d'une surtaxe. Sans aucun doute, le gouvernement, aujourd'hui, et le ministre des Finances (M. Benson), plus tard, chercheront-ils à brosser un tableau attrayant des perspectives économiques du pays pour ensuite imputer les difficultés qui surgiront aux politiques du président Nixon.

Ce genre d'analyse est insoutenable et, de fait, loin d'être honnête. Lorsque nous avons appris par les journaux ainsi que par les communiqués que le ministre et le gouvernement publiaient depuis quelques jours avant la présentation de ce bill qu'on prendrait des mesures pour compenser l'effet de cette taxe, nous avons espéré qu'il s'agirait d'une mesure efficace et nous étions prêts à appuyer tout ce qui pourrait vraiment être utile aux travailleurs qui pourraient être touchés par la surtaxe et venir en aide à l'économie canadienne. Nous avons fait preuve d'intérêt en acceptant que le bill soit lu une deuxième fois aujourd'hui, mais je dois dire que nous sommes très insatisfaits de la mesure à l'étude. Il nous était impossible de décider dans quel sens voter sans avoir obtenu de plus amples renseignements de la part du ministre et de celui des Finances. Je dois dire au ministre que son discours d'aujourd'hui est un des moins révélateurs de tous ceux que je lui ai entendu prononcer à la Chambre. Personne ne doit donc supposer que nous allons appuyer le bill qui selon moi, est une honteuse contrefaçon du remède qu'il faut pour surmonter la crise très sérieuse créée non seulement par l'annonce du président Nixon mais aussi par la politique du gouvernement.

• (4.20 p.m.)

J'ai dit, lorsque les ministres sont allés à Washington, que je commençais à en avoir plein le dos des pèlerinages répétés du gouvernement du Canada à Washington, en quémendeur, le bonnet à la main, démarche qui, cette fois-ci, n'a rien donné, quoi qu'ait pu dire le ministre, et qui a toujours été indigne du Canada et humiliante pour lui. J'ai souri un peu lorsque le chef de l'opposition (M. Stanfield) a reproché aux ministres de s'être rendus à Washington et d'y avoir perdu leur bonnet, sans parler d'autre chose, pour ensuite offrir d'accompagner le premier ministre (M. Trudeau) lors d'un autre pèlerinage, cette fois auprès du président des États-Unis lui-même. Je m'oppose à ces visites de quémendeurs à Washington. Le Canada n'est pas une république de bananes.

Des voix: Bravo!

M. Lewis: Nous pouvons affronter un président et un gouvernement des États-Unis résolument. Les États-Unis ont autant besoin du Canada que le Canada a besoin d'eux.

Le ministre, me fixant des yeux je crois, m'a reproché d'avoir dit que nous devrions être plus fermes, que nous devrions user de représailles. Je tiens à dire au ministre et au gouvernement que les Canadiens ne sont pas bêtes; que si les mesures proposées par le ministre ont tant soit peu d'effet, elles constituent des représailles. Si les subventions du ministre permettent l'exportation continue de produits aux États-Unis, ce sera uniquement parce qu'elles auront permis d'en réduire le prix pour contrebalancer la surtaxe de 10 p. 100. Quant à moi, si le ministre expédie des produits à prix réduit aux États-Unis, il fait bien, mais il s'agit de représailles, car il neutralise les efforts du président Nixon qui voudrait empêcher l'entrée de nos exportations aux États-Unis. Le ministre peut se dispenser d'être aussi pharisien au sujet de ces représailles.

Quelles que soient les mesures prises afin de protéger l'économie et les emplois canadiens, il faut nécessairement recourir à des représailles contre les mesures unilatérales du président Nixon. Je prétends qu'un pays aussi puissant que les États-Unis, un pays qui peut exercer une influence économique formidable sur le monde entier n'a pas le droit de prendre sans consultation préalable des mesures monétaires et autres qui nuisent au reste de l'économie occidentale. Si le président Nixon a jugé bon de protéger son pays et de ne pas tenir compte du résultat de ses initiatives sur les autres pays occidentaux, le gouvernement canadien doit alors avoir le courage, soucieux de l'intérêt des Canadiens, de prendre les mesures qui s'imposeront pour protéger l'industrie et les emplois canadiens.

A ce sujet, le ministre s'est efforcé de créer—je suppose que c'était là son objectif—une atmosphère de crise en nous lisant le rapport de son ministère. J'espère, monsieur l'Orateur, avoir saisi les chiffres correctement, à savoir qu'après avoir consulté l'industrie, son ministère en a conclu qu'il y aurait une perte de 40,000 emplois si la surtaxe reste en vigueur trois mois—j'espère que le ministre me reprendra si j'ai fait erreur—de 70,000 si elle reste en vigueur six mois, et de 90,000 emplois si elle dure un an. Il m'est impossible de savoir si cela est vrai. Je ne tiens pas forcément ces chiffres pour sacro-saints, le ministre non plus d'ailleurs. Il a fait ressortir le fait qu'ils n'avaient pas une précision scientifique et il a même eu la probité pour laquelle je l'ai toujours estimé de nous dire que si l'on demande à un fabricant comment son entreprise en sera affectée, c'est un peu comme demander à un cultivateur comment marche son exploitation. Tant l'un que l'autre cherchent à savoir qui pose la question. Comme le fabricant sait qu'il se prépare quelque chose qui pourrait l'aider, il peut fournir des chiffres qui sont exacts ou qui le sont moins.

Le ministre hausse les épaules. Moi aussi, avec moins d'expansion française mais avec autant de vigueur. Or s'il a raison, si les pertes d'emplois atteindront 40,000 les trois premiers mois, je soutiens alors que sa proposition est absolument scandaleuse parce que 80 millions ne sauveront pas 40,000 emplois, et il le sait. Il sait que ces 80 millions attribués pour les six prochains mois, à peu près jusqu'à la fin de l'année fiscale, même s'ils étaient entièrement dépensés les trois premiers mois, ne sauveront pas la moitié des 40,000 emplois, à présumer qu'ils en sauvent jamais.